

Pierre Triomphe, 1815. *La Terreur blanche*, Toulouse, Privat, 2017, 470 p.

Cet ouvrage important dissèque toute l'histoire des violences méridionales de l'été et de l'automne 1815, qui firent par la suite l'objet d'une magistrale exploitation victimaire, essentielle à la fermentation des esprits précédant la révolution de 1830. Les comptages minutieux de l'auteur révèlent que l'intensité de ces règlements de compte opérés par les royalistes s'avéra, au fond, d'intensité moyenne à l'échelle du siècle, loin des exagérations pagnolesques du camp libéral : si l'on s'en tient au nombre de tués, quelque 200 morts – soit à peu près autant que la répression des émeutes républicaines de 1832 par le régime de Juillet – autrement dit 500 fois moins que les victimes vendéennes des exactions révolutionnaires. C'est dire que l'emploi du terme de *terreur de 1815*, rapidement usité par les ennemis des royalistes, puis celui de *Terreur blanche* qui finit par s'imposer dans le langage commun, participaient à un relativisme cynique des tueries de l'époque conventionnelle, mettant sur le même plan « un citron et un mastodonte », pour reprendre la métaphore plaisante d'un témoin de l'époque (p. 346). Même l'épuration de 1944 menée par les résistants, avec laquelle une comparaison est esquissée en fin de volume, fit 40 fois plus de victimes, ce qui doit inciter à la prudence dans ce type d'analogie.

Pour limitée qu'elle soit, cette « Terreur blanche » est néanmoins passionnante par ce qu'elle révèle des passions politiques méridionales et elle confirme l'incontestable propension à la guerre civile d'une partie de ce Midi, situé entre Provence et Bas-Languedoc, patente dès la Révolution avec la fameuse Bagarre de Nîmes. Tenant à la fois du brigandage lucratif, de l'âpreté revancharde des conflits de voisinage, et, bien sûr, de la réplique sismique des anciennes guerres de religion et des affrontements révolutionnaires, les violences de 1815, physiques mais également verbales, témoignent avant tout des vellétés des classes populaires du Midi, dans leur version droitière et catholique, de s'affirmer comme des acteurs politiques autonomes, en profitant de l'effondrement éphémère de l'autorité légale pour constituer, durant quelques semaines, une sorte de miroir inversé du mouvement sans-culotte de 1793.

Les royalistes commencent un peu partout à relever la tête dès 1811. Cependant, la forte concentration des violences de 1815 dans le bas du sillon rhodanien indique qu'au fond, l'essor des Chevaliers de la Foi puis les « gouvernements » successifs du duc d'Angoulême durant les phases de changements de régime n'ont joué qu'un rôle relativement subalterne – à la mesure de l'incapacité flagrante des divers responsables de ces mouvements – ; sans quoi, on s'expliquerait mal que le sud-ouest ait été nettement moins touché par cette fièvre violemment meurtrière.

L'éphémère campagne militaire des royalistes s'achevant en désastre à la Palud (Vaucluse) le 8 avril 1815 apparaît beaucoup plus décisive par les multiples agressions et les atteintes aux biens dont sont victimes les volontaires royaux démobilisés de la part des fédérés, jusqu'à leur retour à domicile ; du fait même de sa brièveté, l'humiliante défaite suscite un désir de revanche beaucoup plus intense dans ce sud-est que partout ailleurs. En Vendée même, la prise d'armes de mai-juin 1815, si insatisfaisante qu'elle ait été pour les royalistes, a suffi à épuiser les ardeurs mutuelles et à maintenir ensuite une fragile paix des braves, comme le souligne la récente étude d'Aurélien Lignereux¹. Parce que le Midi n'a pas connu une telle diversion compensatoire, la guerre civile reprend de plus belle dès l'annonce de Waterloo, et elle débouche donc sur ces violences meurtrières limitées à la période estivale, sauf dans le Gard où elles s'éternisent jusqu'en novembre.

Grâce à des dépouillements exemplaires menés dans les archives locales, l'étude de Pierre Triomphe permet d'aller au-delà des jeux réciproques de représentations de l'adversaire et de préciser, autant que faire se peut, le profil réel des acteurs de cette politisation droitière très mouvementée. Ils se révèlent majoritairement urbains, que ce soit pour des algarades entre quartiers rivaux (à Montpellier par exemple) ou pour des voies de fait commises à la campagne ; le *lumpenproletariat* est certes présent, mais il côtoie l'élite populaire artisanale et commerçante, grâce à des sociétés

¹ A. Lignereux, *Chouans et Vendéens contre l'Empire : 1815, l'autre guerre des Cent-Jours*, Vendémiaire, 2015.

royalistes locales dont l'auteur montre toute la diversité et l'inégale ouverture aux *blancs* les plus modestes ; les femmes jouent enfin un rôle de choix dans l'hystérisation des disputes. L'ouvrage rend compte de manière savoureuse de cette rhétorique politique embryonnaire, où les lieux communs de la violence verbale – fantasmes de cannibalisme compris, bien connus des historiens du XIX^e siècle – s'enrichissent ici de particularités occitanes contre *lei castagné* (les bonapartistes). Quelques aristocrates locaux (Bernis, Calvière) n'hésitent pas à instrumentaliser à leur profit cette effervescence meurtrière ; mais l'effroi des élites sociales prédomine rapidement et conduit à endiguer le mouvement par une reprise de contrôle puis par une réponse pénale dont le laxisme dénoncé par les victimes s'estompe avec le retour progressif de l'état de droit.

Cette sauvagerie méridionale sert ensuite de lieu commun au camp progressiste pour discréditer toute tentation contre-révolutionnaire, ou toute autorité droitière trop marquée. Après une réutilisation paroxystique à la veille des Trois glorieuses, le souvenir est périodiquement ranimé dans la mémoire protestante et républicaine jusqu'au début de la Troisième république. Son efficacité opératoire s'estompe néanmoins rapidement, surtout à partir du coup d'État du 2 décembre 1851 qui remplace avantageusement la « Terreur blanche » de 1815 comme mythe diabolique : les mouches ont changé d'âne...

Olivier Tort